

Appel des enseignant·e·s, directrices et directeurs d'école du Lot pour des conditions de travail dignes

Premier signataire: FSU-snuipp46, signatures en dernière page.(4/4)

Document à remplir et renvoyer scanné à l'adresse snu46@snuipp.fr ou par voie postale à FSU-Snuipp 46, 80 rue des jardiniers, 46000 Cahors.

Nous, directrices et directeurs d'école, personnels de l'Éducation nationale du Lot, tenons à alerter les autorités académiques et rectorales, les parents et l'opinion publique sur la dégradation continue de nos conditions de travail et sur les risques majeurs que celle-ci fait peser sur le fonctionnement du service public d'éducation et sur la santé des personnels.

Nous refusons de continuer à exercer nos missions dans des conditions qui se dégradent année après année dans l'indifférence, voire le mépris, d'une hiérarchie de plus en plus éloignée des réalités du terrain et motivée uniquement par des logiques comptables et d'affichage. Les mots et remerciements de la DASEN ne suffisent plus. Nous sommes payé·e·s en monnaie de singe.

Nous affirmons que la situation actuelle n'est ni accidentelle ni conjoncturelle: elle est le résultat d'une réduction constante des moyens, d'un empilement continu d'injonctions institutionnelles, de réformes imposées sans moyens, et d'une gestion néo-managériale toxique de l'école primaire qui met les directions et les équipes sous pression permanente. **Ces décisions sont prises par le pouvoir exécutif et législatif, et appliquées docilement par les autorités académiques et départementales.**

Nous dénonçons une politique d'épuisement professionnel organisée

- L'augmentation constante des demandes institutionnelles, souvent non statutaires, imposées sans cadre clair ni moyens dédiés, par la DASEN et/ou les IEN ;
- La multiplication d'injonctions locales ou académiques reposant davantage sur la convenance hiérarchique que sur des obligations réglementaires ;
- L'explosion des dispositifs, labellisations et projets chronophages qui éloignent les directions et les équipes de leur mission pédagogique ;
- L'usage massif d'applicatifs numériques instables, redondants et aux traces éphémères, instruments de contrôle plus que d'accompagnement ;
- Le transfert insidieux de charges et responsabilités administratives, juridiques et sécuritaires vers les directions d'école, qui plus est sans protection pour des agent·e·s directement confronté·e·s aux mécontentements légitimes des usager·e·s.
- Des évaluations d'écoles inutiles à la charge des collègues et prise sur le temps personnel des équipes, sans compensation de temps comme cela s'effectue sur d'autres départements de l'académie.

Nous refusons le mépris institutionnel et la dégradation du dialogue professionnel

Nous dénonçons :

- Des pratiques managériales verticales fondées sur la pression, la défiance et l'infantilisation professionnelle ;
- Le déni du travail réel accompli dans les écoles ;
- La banalisation des injonctions contradictoires et des urgences permanentes ;
- La disparition progressive des espaces de concertation authentiques entre collègues ;
- Le double discours et les propos erronés tenus par nos supérieur·e·s, notamment académiques, qui brouillent le message de l'Éducation nationale et mettent les directeurs et directrices ainsi que les collègues en porte-à-faux, parfois en les faisant passer pour des incompetent·e·s ou des menteur·euse·s.

Nous rejetons les réorganisations hors-sol

Nous nous opposons fermement :

- Aux projets de fusion de directions d'écoles géographiquement éloignées, conçus selon une logique purement gestionnaire, sans considération pour les réalités humaines, territoriales et pédagogiques ;
- À toute mutualisation imposée qui éloigne les directions des équipes, des élèves et des familles ;
- À la transformation du métier en fonction administrative déconnectée du terrain.

Nous dénonçons l'abandon matériel des directions d'école

- Le manque chronique de moyens humains pour assurer les décharges de direction ;
 - L'absence de remplaçant·e·s et la surcharge permanente pour les équipes ;
 - L'isolement professionnel croissant ;
 - L'injonction paradoxale à « réussir » sans ressources, sans temps et sans reconnaissance.
-

Ces conditions ne sont plus seulement difficiles : elles sont devenues dangereuses pour la santé des personnels, pour la cohésion des équipes et pour la qualité du service public d'éducation.

Nos exigences immédiates

Nous exigeons :

- La reconnaissance pleine et entière du travail prioritaire des directions d'école, au service du fonctionnement des écoles et des enseignements ;
- L'arrêt immédiat des demandes non statutaires et des dispositifs administratifs inflationnistes ;
- L'arrêt des suppressions de postes et l'attribution de moyens humains effectifs et dédiés garantissant les décharges de direction notamment, mais aussi les remplacements des enseignant·e·s absent·e·s, charge supplémentaire pour les collègues et les directeurs et directrices ;
- Le report des décharges de direction non effectuées sur les animations pédagogiques, à temps équivalent, ou, à défaut, leur paiement en heures supplémentaires ;
- L'abandon des projets de fusion de directions éloignées imposés sans concertation réelle ;
- La fin des pratiques hiérarchiques fondées sur la pression et le mépris professionnel ;
- Une revalorisation financière des missions de direction ;
- La fin de la demande de pilotage des équipes par le directeur ou la directrice, instituant un clivage supplémentaire entre collègues et direction, et éloignant les collègues de leur supérieur hiérarchique, l'IEN ;
- La restauration d'un dialogue hiérarchique fondé sur le respect professionnel et la confiance, en abandonnant les doubles discours aux équipes, aux parents et aux mairies.

Nous appelons à la mobilisation collective

Face à une dégradation systémique de nos conditions de travail, nous appelons l'ensemble des directrices et directeurs d'école, mais aussi les adjoint·e·s, élu·e·s et parents, à signer massivement cette pétition, qui sera remise à la DASEN et au recteur, et à se mobiliser collectivement pour défendre des conditions de travail indispensables au bon fonctionnement de l'école publique.

- Pour les directeurs et directrices et les équipes, en refusant toute tâche non essentielle au fonctionnement de l'école ;
- Pour les élu·e·s et les parents, en interpellant la DASEN et le recteur afin que les décharges des directeurs et directrices de leurs écoles soient assurées ;
- Pour les mairies, en s'associant aux directeurs et directrices, et en ne renvoyant à l'administration que le strict minimum et en les soulageant de toutes les tâches qui peuvent l'être. En ne prenant pas de décisions concernant les écoles avec l'administration sans y associer ou prévenir les équipes pédagogiques.

Nous refusons de continuer à porter les dysfonctionnements d'un système qui exige toujours plus sans donner les moyens humains et financiers de remplir ses missions essentielles d'enseignement et d'émancipation au service de tous les élèves, dans tous les territoires.

En cas d'absence de réponse satisfaisante, nous appellerons à une véritable grève administrative des directeurs et directrices sur le département du Lot.

NOM	Prénom	adresse	Qualité	Signature

Document à remplir et renvoyer scanné à l'adresse snu46@snuipp.fr ou par voie postale à FSU-Snuipp 46, 80 rue des jardiniers, 46000 Cahors.